

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre novembre, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

Date de convocation :

Le 18 novembre 2014

Date d'affichage :

Le 19 novembre 2014

Nombre de conseillers :

En exercice : **19**

Présents : **16**

Votants : **19**

Quorum : **9**

Étaient présents :

Mme Sophie MÉTADIER, Mme Michelle COURNARIE M. Philippe MÉREAU, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Gaëlle JAN, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle GRATADE, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, M. Thierry HÉRAULT, Mme Nicole MARCHAIS, M. John COURMADIAS, M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT.

Absents excusés : Mme Nathalie MARQUENET (pouvoir à Mme Sophie MÉTADIER), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. Jérôme TARNIER), Mme Aurélie PÉRINET (pouvoir à Mme Mireille PENISSARD).

Mme Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 6 octobre 2014 est approuvé à l'unanimité.

DCM2014-104. AVIS SUR LA CRÉATION D'UNE ZONE DE PROTECTION DE BIOTOPE "Caves du Puits Gibert".

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'une création de zone de protection de biotope est à l'étude sur des caves du Puits Gibert appartenant au Conservatoire des Espaces Naturels du Centre (parcelles cadastrées section AB, n° 40, 42, 207, 208, 209). Ces caves abritent des espèces rares de chauves-souris comme le Grand Rhinolophe ou le Grand Murin par exemple.

Un biotope est un milieu indispensable à l'existence des espèces de la faune et de la flore. La création d'une zone de protection de biotope a pour objectif de prévenir la disparition d'espèces protégées. Cette protection est mise en place par le Préfet, après avis du propriétaire (qui, dans ce cas, est demandeur de la protection), du maire, de la Chambre d'Agriculture, de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de donner un avis favorable à la création de la zone de protection de biotope sur les caves du Puits Gibert.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Donne un avis favorable à la création de la zone de protection de biotope sur les caves du Puits Gibert.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-105. CHOIX DU LOCATAIRE POUR LE PRESBYTÈRE.

Mme Angee présente son projet de gestion du Presbytère et répond aux questions qui lui sont posées.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du Conseil Municipal du 9 juillet 2014, il a désigné les membres du jury pour le choix du locataire du Presbytère et que les candidats avaient jusqu'au 22 septembre 2014 pour présenter leur projet d'exploitation du Presbytère en gîtes. Trois porteurs de projets ont présenté une offre. Une offre n'a pas été retenue. Un candidat a été reçu, et ne souhaite pas donner suite. La troisième candidate propose de gérer les bâtiments de manière mixte en gîte et en chambres d'hôtes.

Une gestion mixte "gîtes et chambres d'hôtes" modifie les montants des subventions accordées, qui ont été spécifiquement attribuées, par la région Centre, le Conseil Général et l'Europe (fonds FEADER), à un projet en gestion de type gîte.

Les montants actuellement accordés par les financeurs sont de 80 000 € pour le FEADER, de 78 310 € pour la Région Centre et de 45 000 € pour le Conseil Général. Les montants modifiés pourraient être de l'ordre de 61 k€ pour le FEADER, de 42 k€ pour la Région Centre et de 41 k€ pour le Conseil Général, soit une moins-value de subventions de 58 k€.

Dans la discussion qui s'est engagée entre le jury et la candidate, Mme Karine Angee, il a été envisagé une mise à disposition des locaux à partir du mois de mars 2015 (sous réserve que les travaux soient terminés), avec un loyer gratuit pour les deux premiers mois d'occupation en 2015, puis un montant de 400 HT mensuel jusqu'en décembre 2015, et un loyer de 800 € HT à compter du 1^{er} janvier 2016.

M. DUMONT s'étonne qu'il n'y ait que 3 candidatures et qu'elles soient basées sur un compte d'exploitation négatif. Il s'étonne également que les réductions de loyer n'aient été discutées avec le porteur de projet et regrette que des travaux

supplémentaires soient nécessaires.

Il remarque que Mme Angee va gérer le Presbytère en chambres d'hôtes et va loger sur place contrairement au cahier des charges de la consultation.

Mme MÉTADIER répond que les travaux supplémentaires comme l'aménagement de la buanderie sont compensés par le non aménagement du bureau et que tout candidat avait le choix de présenter une offre comme l'a fait Mme Angee.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal :

- de louer l'ensemble des bâtiments de l'ancien presbytère à Mme Karine ANGEE afin de les exploiter en gîtes et chambres d'hôtes, avec les loyers précités.
- de solliciter maîtres Anglada et Louault, notaires à Loches pour rédiger le bail commercial.
- d'autoriser Mme Angee à participer, sans voix décisionnaire, aux réunions de chantier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 4 voix contre (M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET) et 0 abstention :

- Décide de louer l'ensemble immobilier de l'ancien presbytère à Mme Karine ANGEE ou à toute société la substituant,
- Décide que le loyer sera gratuit pour les deux premiers mois d'occupation des locaux en 2015, puis de 400€ HT par mois jusqu'en décembre 2015, et de 800 € HT mensuel à compter du 1^{er} janvier 2016.
- Dit que le bail commercial sera rédigé par Maître Anglada ou Louault, notaire à Loches,
- Autorise Mme Angee à participer, sans voix décisionnaire, aux réunions de chantier.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-106. TAUX DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 7 novembre 2011, il avait décidé d'instituer la taxe d'aménagement sur la commune au taux de 1%.

Lors de leur bureau du 8 octobre 2012, les élus de la Communauté de Commune Loches Développement avaient envisagé d'harmoniser la taxe d'aménagement sur le territoire. Dans cette optique, et en vue de financer les travaux d'investissement consécutifs à la construction de nouveaux bâtiments, et le cas échéant à l'accueil de nouveaux habitants, il conviendrait de remonter le taux de la taxe d'aménagement sur Beaulieu-lès-Loches. Mme le Maire propose de la porter à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2015 et de revoir les exonérations, suite à l'avis favorable de la commission Finances du 24 novembre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- décide d'instituer le taux de 2% pour la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal,
- décide d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme
 - les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés,
 - les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.
- dit que la présente délibération est valable à compter du 1^{er} janvier 2015,
- dit que la présente délibération sera transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption,
- autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-107. MONTANT DU LOYER DE L'APPARTEMENT SITUÉ 6, RUE SAINT ANDRÉ.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le logement situé 6, rue Saint-André est disponible depuis juillet 2014. Il s'agit d'un ancien logement d'instituteur, au 1^{er} étage, de type IV (séjour, cuisine, trois chambres). Suite au départ du locataire, des travaux de rafraîchissement (peinture, changement de fenêtre et changement du coffre du volet roulant du salon) ont été effectués. Mme le Maire propose de revaloriser le loyer à 480€ mensuel (sans les charges).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Fixe le loyer du logement situé 6, rue Saint-André à 480€ mensuel, hors charges,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-108. CONSEIL D'ORIENTATION ENERGÉTIQUE DU PATRIMOINE : AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE CONDITIONNELLE N°1.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du Conseil Municipal du 11 février 2013, il a été décidé d'élaborer un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) sur la commune de Beaulieu-lès-Loches. Le COEP est un document-cadre qui fixe des démarches et les objectifs de réduction des consommations énergétiques des bâtiments et des véhicules communaux. Il repose sur un diagnostic, qui représente la tranche ferme réalisée.

A partir de ce diagnostic, certains bâtiments peuvent faire l'objet d'un Pré-diagnostic Conseil Isolation (PCI), qui est une étude plus approfondie de l'état thermique du bâtiment.

Suite au diagnostic initial présenté aux élus en février 2014 et à la commission voirie et bâtiments le 7 octobre dernier, il a été retenu de réaliser un PCI sur l'ensemble des bâtiments scolaires et associés (écoles, cantine, anciens logements scolaires).

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de donner un avis favorable sur cette liste et d'affermir la tranche conditionnelle n°1 (PCI) du marché du bureau d'études ADEV pour un montant HT de 2 268€ HT, soit 2 721,60€ TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Donne un avis favorable à la liste des bâtiments qui feront l'objet d'un Pré-diagnostic Conseil Isolation, soit l'ensemble des bâtiments scolaires et associés.
- Décide d'affermir la tranche conditionnelle n° 1 du marché du bureau d'études ADEV pour un montant HT de 2 268€ HT, soit 2 721,60€ TTC.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-109. ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT : DEMANDE DE SUBVENTION.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'acquisition de tables et de chaises est nécessaire pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et propose de solliciter une subvention à la CAF Touraine.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Sollicite une subvention auprès de la CAF Touraine pour l'acquisition de mobilier pour l'ALSH,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-110. DONS ET LEGS.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le 26 septembre 2014, la mairie a reçu un don de 100€ de la part de Mme FAURE et M. MÉTAIS pour l'achat, la fixation et l'entretien ultérieur par les services municipaux d'un rosier grimpant Pierre de Ronsard sur le mur de la maison appartenant à Mme FAURE, située 19, rue Guigné.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ce don.

Mme PÉNISSARD remarque que les 100€ de don seront vite consommés par l'entretien du rosier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET) :

- Accepte le don par chèque de 100€ de Mme FAURE et M. MÉTAIS,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.⁴⁷

DCM2014-111. CHOIX DU PRESTATAIRE POUR LA MAINTENANCE DU RÉSEAU INFORMATIQUE. ANNULÉE.

DCM2014-112. ISOLATION DES BÂTIMENTS PAR L'EXTERIEUR. ANNULÉE.

DCM2014-113. DÉCISIONS MODIFICATIVES.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que des décisions modificatives sont nécessaires pour :

- rectifier une erreur d'écriture dans la délibération 2014-098,
- rectifier une erreur d'écriture comptable du budget,

- ouvrir un compte, et créditer ce compte, pour la réalisation du Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine, celui-ci étant initialement affecté dans le compte 202 "Frais liés aux documents d'urbanisme".
- Ouvrir un programme, et l'alimenter, pour des travaux sur la chaudière de la salle des fêtes
- De modifier le compte « 165 » cautions pour prendre en compte les départs des appartements communaux

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'ouvrir l'imputation "Frais d'étude" pour les frais liés au Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine, d'ouvrir le programme 148 "Salle des fêtes", de procéder aux modifications énoncées dans le tableau ci-dessous.

PROGRAMME	LIBELLÉ PROGRAMME	ARTICLES	DÉPENSES
162	Local technique	21318	+37 355.73€
167	Bâtiments conventuels	21318	- 37 355.73€
	Frais liés aux documents d'urbanisme	202	- 16 500 €
	Frais d'étude	2031	+ 16 500 €
148	Salle des fêtes	21318	+ 625 €
125	Mairie	2184	- 625 €
	Cautions	165	+ 400 €
125	Mairie	2184	- 400 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Ouvre l'imputation "Frais d'étude" pour les frais liés au Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine,
- Ouvre le programme 148 "Salle des fêtes",
- Procède aux modifications énoncées dans le tableau ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-114. TARIF DE L'ESPACE PUBLIC NUMÉRIQUE.

Mme COURNARIE, 1^{ère} adjointe, informe le Conseil Municipal que des comportements abusifs ont été constatés à l'Espace Public Numérique. Des usagers occupent des ordinateurs pendant des après-midi entières, empêchant d'autres de bénéficier du service.

Mme COURNARIE propose au Conseil Municipal d'accepter que le service soit limité à 1h par personne, sauf s'il n'y a personne en attente.

Mme COURNARIE propose également d'accepter qu'il n'y ait plus qu'un tarif horaire en lieu et place des tarifs mensuels et de supprimer les abonnements mensuels.

Ces nouveaux tarifs s'appliqueraient à compter du 1^{er} janvier 2015.

La commission communication, tourisme, culture et patrimoine du 12 novembre 2014 a donné un avis favorable.

La nouvelle grille tarifaire est :

- Plein tarif adulte : 2€ par heure,
- Tarif réduit : demandeur d'emploi, moins de 18 ans: 1€ par heure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de modifier des tarifs suivant la grille tarifaire ci-dessus,
- Décide de modifier la régie des recettes Bibliothèque et Espace Public Numérique,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-115. CHARTE DU BON USAGE DE L'INFORMATIQUE ET DU TÉLÉPHONE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le développement de l'usage de l'Internet et des téléphones portables professionnels incite à en fixer l'utilisation par une charte de bonnes pratiques. Il s'agit d'un document qui fixe les règles de bon usage en matière d'utilisation du matériel, d'utilisation de la messagerie électronique, de réception des appels à la Mairie, d'utilisation des portables professionnels.

La commission du personnel, réunie le 6 octobre 2014 a donné un avis favorable sur le projet de charte de bon usage de l'informatique et du téléphone. Le Comité Technique Paritaire du Centre de Gestion du 6 octobre 2014 a également donné un avis favorable. La Charte a été présentée en réunions de services aux agents le 4 novembre et le 13 novembre 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la charte de bon usage de l'informatique et du téléphone.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 18 voix pour, 1 voix contre (M. Dominique BERTHAULT) et 0 abstention :

- Approuve la charte du bon usage de l'informatique et du téléphone.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-116. TABLEAU DU PERSONNEL.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le tableau du personnel nécessite d'être modifié pour plusieurs raisons :

- Les besoins ponctuels des services peuvent nécessiter en cours d'année, le recrutement d'un adjoint administratif territorial de 2^{ème} classe ou d'un adjoint technique de 2^{ème} classe.
- L'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe est susceptible de changer de grade et de passer adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe. Le choix de changer cet agent de grade sera étudié en commission du personnel, mais en cas d'acceptation, le poste doit être créé auparavant par délibération du Conseil Municipal. L'agent concerné fait fonction d'ATSEM à l'école maternelle.

Le tableau des effectifs de la commune devient :

<i>GRADE</i>	<i>TEMPS DE TRAVAIL</i>	<i>POSTE POURVU</i>	<i>POSTE NON POURVU</i>
SECRÉTAIRE DE MAIRIE – ATTACHÉ	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 1 ^{ère} CLASSE	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 2 ^{ème} CLASSE	35/35	2	1
ATSEM PRINCIPAL de 1 ^{ère} CLASSE	35/35	1	0
AGENT DE MAÎTRISE	35/35	1	0
ADJOINT TECHNIQUE de 2 ^{ème} CLASSE	35/35	3	1
ADJOINT TECHNIQUE de 2 ^{ème} CLASSE FAISANT FONCTION DE CANTINIÈRE	35/35	1	0
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 2 ^{ème} CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM	35/35	0	1
ADJOINT TECHNIQUE de 1 ^{ère} CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM	35/35	1	0
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	35/35	1	0

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité:

- Accepte le tableau du personnel ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-117. CRÉATION D'UN POSTE EN EMPLOI D'AVENIR.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de créer, pour les services administratifs et scolaires, un poste "emploi d'avenir" de 35 h par semaine, au SMIC, à partir du 1^{er} janvier 2015. Cet emploi permettra de renforcer la qualité du service à la population et de remplacer les agents absents pendant les congés et en mise à disposition (secrétariat, APC, accueil, car scolaire, ...). Ce poste est financé par l'Etat à hauteur de 75% du SMIC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET):

- Crée un poste "emploi d'avenir" à 35/35^e, au SMIC, à partir du 1er janvier 2015, pour une période de 3 ans.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-118. MISE A DISPOSITION A LA MAIRIE DE PERRUSSON DE L'AGENT DE POLICE MUNICIPALE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Mairie de Perrusson a demandé la mise à disposition de l'agent de police Municipale dix heures par semaine afin de s'occuper de la police de voirie et de stationnement sur sa commune. Cet agent a donné son accord sur cette évolution de carrière.

Afin de formaliser les conditions de mise à disposition, une convention a été rédigée entre les deux Communes, portant sur :

- la durée (3ans)
- les conditions d'emploi (volume horaire, responsabilités, missions, congés, situation administrative, véhicules)
- le remboursement de la rémunération et des frais d'équipement par la mairie de Perrusson
- le contrôle et l'évaluation de l'activité
- les congés pour indisponibilité physique
- la formation
- la fin de la mise à disposition
- le contentieux

La commission du personnel du 1^{er} septembre 2014 a donné un avis favorable sur cette convention ainsi que la Commission Administrative Paritaire du Centre de Gestion d'Indre-et-Loire réunie le 7 octobre 2014. Par délibération du 28 octobre 2014, le Conseil Municipal de Perrusson a également donné un avis favorable et autorisé M. le Maire à poursuivre le dossier.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver cette mise à disposition à compter du 1^{er} janvier 2015.

Mme PÉNISSARD regrette de laisser partir un savoir-faire. M. VERDIER-PINARD regrette que la Police Municipale parte alors que beaucoup d'actions de police de voirie sur Beaulieu-lès-Loches restent à faire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET):

- Donne un avis favorable à la mise à disposition de l'agent de Police Municipale à la commune de Perrusson, selon la convention précitée, à compter du 1^{er} janvier 2015
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-119. ADHÉSION AU SERVICE INSTRUCTION D'AUTORISATION DES DROITS DES SOLS.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 dispose que la mise à disposition gratuite des services de l'Etat (D.D.T) pour instruire les Autorisations des Droits Des Sols (A.D.S) pour les communes membres d'une intercommunalité de plus de 10 000 habitants et possédant un POS ou un PLU, est terminée à compter du 1^{er} juillet 2015. Cela concerne Beaulieu-lès-Loches.

L'instruction des ADS sera assurée par un service commun aux communes concernées dans l'arrondissement. Le service serait porté, dans un premier temps, par le Pays Touraine Côté Sud. Le coût du service, suivant les modalités de calcul, est estimé entre 10 000 et 15 000€ annuel.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter l'adhésion de principe à ce service commun.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- décide d'adhérer au service commun mis en place à l'échelle du Pays pour les instructions ADS,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-120. AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN SALARIÉ EN CONTRAT AIDÉ.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le 14 octobre 2013, il a été décidé d'embaucher un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) pour une durée d'un an et pour 20h par semaine.

Le surcroît temporaire de travail à l'école élémentaire et à la cantine nécessite de changer les missions de l'agent, initialement dévolu à l'accueil périscolaire, à la cantine et aux services techniques, et d'augmenter le temps de travail pour passer de 20h hebdomadaire à 35h jusqu'à la fin du contrat, c'est-à-dire le 31 décembre 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces modifications.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'augmenter le temps de travail du personnel en CAE de 20h hebdomadaire à 35h, jusqu'à la fin du contrat, c'est-à-dire le 31 décembre 2014,
- Change les missions de l'agent pour le faire évoluer vers des missions de services à la cantine, ménage à l'école élémentaire et à la mairie
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

PROPOSITION D'UNE DELIBERATION COMPLEMENTAIRE

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de rajouter une délibération à l'ordre du jour portant sur l'adhésion à l'association L'Entraide Lochoise

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- rajoute à l'ordre du jour du Conseil Municipal une délibération portant sur l'adhésion à l'association L'Entraide Lochoise.

DCM20014-121. ADHÉSION A L'ASSOCIATION "ENTRAIDE LOCHOISE".

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Mairie a fait appel à du personnel salarié par l'association "l'Entraide Lochoise" pour faire le ménage de l'école élémentaire les 20 et 21 novembre 2014. Ce recours s'est justifié par les problèmes d'organisation du service. Afin de payer l'association, une adhésion annuelle dont le coût est de 15€ est obligatoire, le coût horaire chargé de l'agent est de 17,50€ à ce jour.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer à l'association "l'Entraide Lochoise" et d'inclure les charges de personnel à l'imputation "prestations de service".

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'adhérer à l'association "l'Entraide Lochoise",
- Dit que le coût du personnel sera imputé au compte "prestation de service",
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

Fin du Conseil à 22h15

Prochain Conseil Municipal le 17 décembre 2014 à 19h30.

La Secrétaire,

Mme Michelle Cournarie



Informations diverses :

Prochains Conseils Municipaux : le mercredi 17 décembre 2014 à 19h30 et le 12 janvier 2015 à 19h30.

Goûter des Anciens le 30 novembre.

Déclaration d'Intention d'Aliéner :

- 50, rue Guigné: pas de préemption.
- 117, rue Guigné, terrain à bâtir : pas de préemption.
- 5, rue du Stade : pas de préemption.
- 7, ruelle des Gigonelles : pas de préemption.

Courrier de M. Jacky PORCHER, Maire honoraire, qui souhaite donner à la commune son ancien atelier de bourrelier et vendra le logement mitoyen: visite à prévoir un samedi en janvier 2015.

Assemblée Générale du Pays de la Touraine Côté Sud le 12 décembre 2014 à 18h30 à Manthelan, salle des Faluns.
Service Départemental d'Incendie et de Secours : recueil des actes administratifs du 1^{er} semestre 2014 disponible sur le site internet www.sdis37.fr.

M. Alain DUMONT regrette que les Conseillers Municipaux, délégués aux ADSL n'aient pas été invités à l'Assemblée Générale cette association.

Mme PÉNISSARD s'étonne que le mur de la propriété à l'angle de la rue Saint André et de Guigné soit nettoyé au Karcher.